



Benjamin, jeune professeur en histoire-géo : "Soit on se tue en banlieue parisienne, soit on démissionne"

À 26 ans, Benjamin (le prénom a été modifié) se prépare à sa cinquième rentrée au sein d'un collège en banlieue parisienne. Pour « Marianne », le jeune professeur d'histoire-géographie témoigne d'une véritable « désillusion » au vu des sacrifices que son métier implique, tant sur le plan financier que psychologique. Si bien qu'aujourd'hui, l'idée de démissionner ne lui paraît plus si saugrenue. C'est en terminale que j'ai décidé de devenir prof d'histoire-géo. J'aimais bien le contact avec les ados et l'idée de leur apprendre à devenir des citoyens éclairés. Il y a aussi un petit côté narcissique qu'ont tous les enseignants : on aime bien s'écouter parler. Après le bac, je me suis donc orienté vers une licence d'histoire-géo, puis un master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) dans cette même discipline, avant de passer le Capes [Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré].

Après le concours, l'Éducation nationale m'a affecté dans l'académie de Versailles. C'était compliqué au départ, parce que je suis arrivé dans le fin fond du 95, où je ne connaissais personne. Dès la rentrée, tout est allé très vite. Je me souviens que mes collègues m'ont dit : « Tu arrives dans un bateau qui prend l'eau » – en référence aux heures supplémentaires non rémunérées, à la pénurie de profs, aux burn-out parce qu'ils n'en peuvent plus...

En septembre prochain, ce sera ma cinquième rentrée et je me rends compte qu'effectivement, la situation se dégrade d'année en année. Les effectifs dans les classes augmentent et l'Éducation nationale fait de plus en plus appel aux contractuels. En parallèle, on souffre des coupes budgétaires et cela se ressent sur le terrain.

Par exemple, cette année, la cheffe de l'établissement a refusé que je m'occupe d'élèves qui n'ont pas d'ordinateur chez eux pour les entraîner à l'obtention de la certification information. Le motif était clair : elle ne peut pas me payer ces heures supplémentaires – une première, m'ont assuré certains de mes collègues qui enseignent dans ce collège depuis plus de vingt ans.

« Une désillusion »

Pour moi, c'est vraiment une désillusion. Je propose de travailler davantage pour accompagner des élèves et je me rends compte qu'il n'y a aucune perspective d'évolution. Aucune reconnaissance. J'ai l'impression d'être bloqué. D'autant qu'avec le système de points mis en place par l'Éducation nationale, c'est très difficile d'être affecté dans l'académie qu'on souhaite. Je ne suis pas marié, je n'ai pas d'enfants et je ne suis pas dans un établissement catégorisé REP [réseau d'éducation prioritaire] donc je n'accumule pas beaucoup de points par an. Mon objectif, ce serait de retourner dans ma Normandie natale, mais il me faut 700 points pour y parvenir. Au bout de cinq ans, j'en ai seulement 178.

Je considère que c'est une grande prise d'otages dissimulée : on nous oblige à rester dans un établissement sans qu'on ait choisi la zone, et pour en partir, c'est le parcours du combattant. À titre d'exemple, l'un de mes collègues n'a pu rentrer en Bretagne qu'au bout de 24 ans. En outre, même si j'obtenais la Normandie, encore faut-il que j'y sois bien placé lors de la phase d'admission intra-académique. Le risque, c'est de se retrouver au milieu de rien.

Si c'est le cas, je peux demander à l'Éducation nationale de démissionner, mais je serais



obligé de lui fournir un projet de reconversion. Dans la majorité des cas, elle rejette ces demandes, parce que ça lui coûte trop cher. On est donc forcés d'opter pour l'abandon de poste – ce qui suggère la perte de notre Capes et de nos droits au chômage. En résumé, on se retrouve sans rien. J'ai l'impression qu'aujourd'hui, les perspectives d'évolution en tant que prof sont les suivantes : soit on se tue en banlieue parisienne, avec un risque de burn-out lié aux sureffectifs dans les classes et la multiplication des tâches, soit on démissionne.

De nombreux sacrifices personnels

Pour ma part, je ne pense pas démissionner à court terme. J'aime bien enseigner aux gamins l'histoire-géo. Mais sur la balance, les sacrifices personnels pèsent de plus en plus lourds, entre le fait de subir la banlieue parisienne, de renoncer à ma campagne et de payer cher un loyer. Lors de ma première année, je ne touchais que 1 450 euros nets par mois et la première difficulté, ça a été de trouver un logement. Faute de choix, j'ai fini par intégrer une collocation.

Ensuite, j'ai changé pour un appartement de 12 m² que je payais 750 euros... Ce n'était pas possible. Étant prof, je pense que ce n'est pas normal de devoir mettre en place des stratégies de survie pour choisir un logement à proximité de notre établissement. Aujourd'hui, je touche un petit peu plus de 2000 euros et je suis en collocation avec un ami qui débute dans la profession. On paie 1 250 euros à deux.

Mais financièrement, je ne m'en sors pas. L'assurance voiture, l'essence, le stationnement de ma voiture, la mutuelle, le loyer, la box internet, les courses... Tout cela mis bout à bout, une grosse partie de mon salaire s'est déjà envolée. Résultat : je me restreins sur les sorties à Paris et je dois toujours faire attention quand je fais mes courses.

Finalement, entre mon budget d'étudiant dédié à l'alimentation et celui d'aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup de différences. Ça m'interroge sur l'estime que j'ai de moi-même : je me demande où j'en suis, si j'ai réellement progressé depuis la fin de mes études ou si je ne fais que stagner... Cette situation m'ouvre petit à petit l'esprit : pour l'instant, elle ne prend pas le dessus, mais quand j'aurai de vrais projets, la question de la démission va vite se poser.

Incertitudes

Quand j'étais étudiant, je n'avais pas anticipé que ces sacrifices allaient prendre autant de place dans ma vie. Au cours de la formation, on ne nous y prépare pas. Tout comme on ne nous apprend pas à comprendre les fiches de salaire de l'Éducation nationale, à établir des liens avec les collègues ou le chef d'établissement... Le Capes, ce n'est qu'un concours d'érudition. Je peux parler de toute l'épistémologie du XIX^e siècle, en revanche, quand un enfant vomit sur sa table, je ne sais pas gérer. On apprend sur le tas.

Ce sont les élèves en face de moi qui me motivent. Ils sont contents de m'avoir, tout comme leurs parents qui me félicitent. J'ai acquis leur confiance, au bout de toutes ces années – lorsque je suis arrivé, à l'inverse, ils étaient dans l'affrontement et la méfiance.

Je suis content et pressé de reprendre les cours en septembre. Mais j'ai toujours ce regret latent à l'idée de revenir dans le même collège, dans la même salle avec les mêmes collègues, et avec un salaire qui n'augmente presque pas. Combien de temps cela va-t-il durer ? Cette incertitude est pénible.

